

Achte Sitzung – Huitième séance

Mittwoch, 9. März 2022
 Mercredi, 9 mars 2022

08.00 h

21.036

Verordnung über das System Fado. Übernahme und Umsetzung und Bundesgesetz über die polizeilichen Informationssysteme des Bundes. Änderung

Règlement relatif au système Fado. Approbation et mise en oeuvre et loi fédérale sur les systèmes d'information de police de la Confédération. Modification

Differenzen – Divergences

Nationalrat/Conseil national 06.12.21 (Erstrat – Premier Conseil)
 Ständerat/Conseil des Etats 07.03.22 (Zweitrat – Deuxième Conseil)
 Nationalrat/Conseil national 09.03.22 (Differenzen – Divergences)
 Ständerat/Conseil des Etats 15.03.22 (Differenzen – Divergences)
 Nationalrat/Conseil national 18.03.22 (Schlussabstimmung – Vote final)
 Ständerat/Conseil des Etats 18.03.22 (Schlussabstimmung – Vote final)

Bundesbeschluss über die Genehmigung und die Umsetzung des Notenaustausches zwischen der Schweiz und der EU betreffend die Übernahme der Verordnung (EU) 2020/493 über das System über gefälschte und echte Dokumente online (Fado) (Weiterentwicklung des Schengen-Besitzstands)

Arrêté fédéral portant approbation et mise en oeuvre de l'échange de notes entre la Suisse et l'UE sur la reprise du règlement (UE) 2020/493 relatif au système "Faux documents et documents authentiques en ligne" (Fado) (Développement de l'acquis de Schengen)

Änderung eines anderen Erlasses Modification d'un autre acte

Art. 18a Abs. 5

Antrag der Mehrheit

Der Bundesrat ist ermächtigt, in einer Verordnung geringfügige Änderungen der Zugriffsrechte nach Absatz 3 und ein begrenztes Zugriffsrecht für Unternehmen, die in der Luftfahrt tätig sind, festzulegen. Gleichzeitig unterbreitet er dem Parlament eine Botschaft zur Änderung des Gesetzes.

Antrag der Minderheit

(Nidegger, Addor, Fischer Benjamin, Geissbühler, Haab, Reimann Lukas, Steinemann)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 18a al. 5

Proposition de la majorité

Le Conseil fédéral est habilité à procéder, par voie d'ordonnance, à des modifications mineures des droits d'accès prévus à l'alinéa 3 et à prévoir un droit d'accès limité pour les organisations actives dans le domaine aérien. Il soumet en même temps au Parlement un message relatif à la modification de la loi.

Proposition de la minorité

(Nidegger, Addor, Fischer Benjamin, Geissbühler, Haab, Reimann Lukas, Steinemann)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Addor Jean-Luc (V, VS): Il subsiste donc une divergence à l'article 18a, avec la minorité Nidegger. Ce projet, relatif au système Fado, représente un développement de plus de l'acquis de Schengen. Il vise le stockage électronique et l'échange d'informations sur les faux documents et les documents authentiques en vue de détecter les éléments de sécurité et les caractéristiques de fraude.

Dans le texte que nous avons à traiter, on a une disposition qui règle les droits d'accès au système Fado. On constate une première chose quand on voit la liste de toutes les entités qui ont accès à ce système, c'est qu'il ne s'agit que d'entités publiques, d'autorités de police entre autres.

Qu'est-ce qu'on nous propose du côté de la majorité? C'est la possibilité d'étendre ces droits d'accès à des entités qui ne sont pas des entités publiques, qui sont des organisations actives dans le domaine aérien. Donc, de l'avis de la minorité, il y a déjà un problème de systématique. Il y a surtout un problème juridique. Finalement, on a affaire, dans cette disposition, si on va trop loin comme le propose la majorité, à une manière qui nous semble contraire à l'ordre constitutionnel, qui permettrait au Conseil fédéral, par voie d'ordonnance dans un premier temps, de changer une loi. Nous sommes tous d'accord avec l'idée que le Conseil fédéral puisse procéder à des modifications mineures des droits d'accès au système Fado. De l'avis de la minorité, et d'ailleurs selon le projet du Conseil fédéral et la décision du Conseil des Etats le fait d'étendre ces droits d'accès à des organisations actives dans le domaine aérien ne constitue à l'évidence pas une modification mineure, et il est évident qu'on ne peut pas procéder à une telle modification par une simple ordonnance.

Je vous invite donc à suivre l'avis du Conseil fédéral, du Conseil des Etats et de la minorité.

Präsidentin (Kälin Irène, Präsidentin): Die grünliberale Fraktion und die SP-Fraktion unterstützen den Antrag der Mehrheit.

Keller-Sutter Karin, Bundesrätin: Der Bundesrat unterstützt die Mehrheit und damit die Fassung der Kommission für Rechtsfragen des Nationalrates und gibt dieser den Vorzug vor der Fassung des Ständerates. Ich glaube, dass wir hier auf einem guten Kompromissweg sind.

Bregy Philipp Matthias (M-E, VS), für die Kommission: Ihre Kommission für Rechtsfragen hat dieses Thema gestern behandelt, und wir haben, wie die Frau Bundesrätin bereits angekündigt hat, einen Kompromissvorschlag gefunden. Dieser sieht vor, dass der Bundesrat zusätzlich zu den Zugriffsrechten gemäss Artikel 18a Absatz 3 BPI auch ermächtigt werden soll, in einer Verordnung geringfügige Änderungen der Zugriffsrechte für Unternehmen, die in der Luftfahrt tätig sind, zu machen. Es geht also um geringfügige Änderungen – diese werden in eine Verordnung eingefügt –, und es geht um die Zugriffsrechte.

Noch kurz eine Ausführung zum Begriff "Unternehmen, die in der Luftfahrt tätig sind": "Luftfahrtunternehmen" alleine wäre zu einschränkend, weil sich dies quasi ausschliesslich auf Fluggesellschaften beziehen würde und nicht auf Unternehmen, die der Luftfahrt in anderen Bereichen zudienen – daher dieser Begriff "Unternehmen, die in der Luftfahrt tätig sind".

Ihre Kommission ist mit grosser Mehrheit der Überzeugung, dass diese Lösung der richtige Weg ist, die Sicherheit erhöht und damit den Zielen, welche mit Fado verfolgt werden, entspricht.

In diesem Sinne bitte ich Sie, der Mehrheit Ihrer Kommission zu folgen und diesen Kompromiss zu akzeptieren.

Nidegger Yves (V, GE), pour la commission: Comme cela a déjà été évoqué, Fado – "False and Authentic Documents Online" – est un système qui permet l'accès à une collection de spécimens de documents d'identification vrais et falsifiés à l'attention de ceux qui ont à se fonder sur des documents d'identification qu'on leur présente dans leurs fonctions. On pense en particulier à des fonctions étatiques de contrôle des frontières ou à des fonctions administratives.

L'ensemble des possibilités d'accès – je rappelle que tout le débat autour de cette loi était l'impératif de sécurité opposé à la protection des données – est inscrit à l'article 18a de la loi sur les systèmes d'information de police, qui donne une liste qui est à la fois exhaustive et non exhaustive, puisque, dans sa première version, le Conseil fédéral souhaitait que, si des nouveaux traités étaient conclus dans le cadre Schengen, il ait la compétence de les mettre en oeuvre rapidement par voie d'ordonnance, c'est-à-dire avant que le Parlement ait modifié la loi pour permettre de nouveaux accès qui n'auraient pas été débattus par les chambres. Nous en avons débattu, vous vous en souvenez sans doute, assez longuement le 6 décembre 2021, lorsque nous avons traité cet objet.

Notre conseil s'était écarté de la vision du Conseil fédéral en sortant la chose de la nécessité d'un traité Schengen et en prévoyant simplement, hors traité, la possibilité de procéder à des modifications mineures. Il faut rappeler que les différentes lettres de l'article indiquent quels agents peuvent accéder, mais également dans quel périmètre et pour quelles missions. Des modifications mineures porteraient peut-être sur un resserrage des missions ou des choses de ce genre. Cette question avait été introduite par la possibilité offerte au Conseil fédéral d'introduire un droit d'accès en dehors des traités à d'autres acteurs, notamment privés.

C'est là que le Conseil des Etats a réagi en constatant que le fait de donner l'accès à de nouveaux intervenants, et en particulier de sauter la barrière qui sépare le public du privé, ne constituait évidemment pas une modification mineure, et qu'il fallait la prévoir de manière séparée. C'est ce qu'a prévu la majorité de la commission, qui présente, dans sa version qui vous est présentée aujourd'hui, d'une part le cas des modifications mineures, et d'autre part le cas des accès spécifiques pour un domaine particulièrement prévu, qui est celui du domaine aérien, pour lequel on pense que les choses arriveront prochainement. Voilà la version de la majorité.

La minorité dont la proposition vient de vous être présentée est d'un avis différent. Elle considère que l'on ne peut pas changer une loi par voie d'ordonnance, que ce serait une hérésie en matière de droit constitutionnel – ce que l'on apprend au cours d'introduction au droit, en première année d'université – et qu'il convient de suivre ce qu'a fait le Conseil des Etats, c'est-à-dire de ne prévoir que les modifications mineures et pas des modifications aussi substantielles que celles qui seraient incluses dans la délégation faite au Conseil fédéral de modification par voie d'ordonnance.

Suivre la minorité nous permettrait d'en terminer avec cet objet puisqu'il n'y aurait plus de divergence. En suivant la majorité, vous maintiendriez la divergence.

Au nom de la commission, que je représente mais dont je ne partage pas l'opinion, je vous encourage à suivre sa majorité.

Präsidentin (Kälin Irène, Präsidentin): Bevor wir abstimmen, informiere ich Sie, dass unsere Kolleginnen Céline Amaudruz, Kathrin Bertschy und Martina Munz wegen ihrer Isolation von zuhause aus abstimmen.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: 21.036/24580)

Für den Antrag der Mehrheit ... 112 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 37 Stimmen

(0 Enthaltungen)

22.004

GPK-N/S und GPDel. Jahresbericht 2021

CdG-N/E et DélCdG. Rapport annuel 2021

Zweitrat – Deuxième Conseil

Ständerat/Conseil des Etats 02.03.22 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 09.03.22 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Birrer-Heimo Prisca (S, LU), für die Kommission: Die Geschäftsprüfungskommission des Nationalrates hat zusammen mit ihrer Schwesterkommission an der Plenarsitzung vom 25. Januar 2022 einstimmig den Jahresbericht 2021 verabschiedet, welcher über die parlamentarische Oberaufsicht der GPK über den Bundesrat, die Bundesverwaltung und weitere Träger von Bundesaufgaben sowie über die eidgenössischen Gerichte informiert. In einem umfassenden Überblick wird über die Aktivitäten der GPK und der Geschäftsprüfungsdelegation berichtet und Einblick in deren Arbeitsweise und Informationsrechte gewährt. Die parlamentarische Oberaufsicht hat im Jahr 2021 ein umfangreiches Arbeitspensum an insgesamt 116 Sitzungen bewältigt. Das waren 20 Plenar- und 82 Subkommissions- oder Arbeitsgruppensitzungen sowie 15 Dienststellenbesuche und 13 GPDel-Sitzungen.

Dass der GPK-Bericht nicht das interessanteste Traktandum ist, weiss ich. Dennoch ist unsere Aufgabe sehr wichtig, und ich würde mich freuen, wenn Sie ein Ohr dafür haben.

Die GPK legen den Schwerpunkt ihrer Prüftätigkeit auf die Kriterien der Rechtmässigkeit, Zweckmässigkeit und Wirksamkeit. Sie überprüfen insbesondere, ob die Bundesbehörden im Sinne der Verfassung und der Gesetze handeln und ob die vom Gesetzgeber übertragenen Aufgaben erfüllt werden.

Präsidentin (Kälin Irène, Präsidentin): Es ist wirklich unglaublich laut. Ich weiss, dass Sie am Morgen viel fitter als ich sind, aber Sie können Ihre Diskussionen draussen führen. Bitte ein bisschen Ruhe, auch für Frau Birrer-Heimo.

Birrer-Heimo Prisca (S, LU), für die Kommission: Wir überprüfen nicht, wie laut es hier drinnen ist, keine Sorge. Aber wir prüfen zum Beispiel, ob die vom Staat getroffenen Massnahmen sinnvoll sind, ob der Bundesrat seinen Entscheidungsspielraum richtig nutzt und ob die getroffenen Massnahmen die gewünschte Wirkung haben.

Schwerpunkt der parlamentarischen Oberaufsicht durch die GPK war auch 2021 die Inspektion der Aufarbeitung der Massnahmen des Bundesrates zur Bewältigung der Covid-19-Pandemie, unter anderem mit Abklärungen zur Krisenorganisation, zur Impfstoffbeschaffung und zu den politischen Rechten. Zur laufenden Covid-19-Inspektion, die die GPK im Mai 2020 beschlossen hat, wird in einem separaten Kapitel im Bericht informiert. Darin wird unter anderem über das Management der medizinischen Güter, den Erwerbsersatz für Selbstständigerwerbende, die Wahrnehmung der Schweiz im Ausland, die Einschränkung der politischen Rechte und die Massnahmen in den Bereichen Asyl, Wohnen und Mieten sowie Bildung und Maturitätsprüfungen berichtet. Alle veröffentlichten Berichte zur Covid-19-Inspektion werden übrigens demnächst ergänzend zu den GPK-Berichten in einer Übersicht auf der Website des Parlamentes aufgeführt. Damit wird ein besserer Überblick geschaffen und die Rechenschaftsablegung der GPK gegenüber der Öffentlichkeit verstärkt.

2021 wurden auch drei neue Inspektionen mit Evaluationen der Parlamentarischen Verwaltungskontrolle (PVK) eingeleitet. Diese betreffen die Nutzung der wissenschaftlichen Erkenntnisse durch das Bundesamt für Gesundheit, die Kurzarbeit in der Corona-Krise und die ausserparlamentarischen Verwaltungskommissionen.